



Décidément, la féodalité corrompue dans son essence même, s’installe durablement à Madagascar. C’est la loi du plus «fort» en ariary qui prime. Aussi, comment la Communauté internationale peut-elle se regarder dans le miroir de sa conscience en parlant systématiquement de «retour à l’ordre constitutionnel»? Chacun fait ce qu’il veut au nom du Hvm et et de Hery Rajaonarimampianina.



Parce qu’elle a dénoncé la pollution de l’eau par la société Gondwana, fait relatée par plusieurs journaux de Madagascar, la station radio Jupiter sise à Ilakaka -à 700 km d’Antananarivo- est menacée de fermeture sans aucune forme de procès. Uniquement guidé par l’appât du gain facile, chamboulant sans état d’âme la vie même des habitants de cette agglomération célèbre dans le monde par son saphir.



Ce qui est advenu du seul cours d'eau utilisé, jusque-là, par la population pour leurs besoins au quotidien les plus fondamentaux

L'ordre vient de la préfecture qui, moyennant finances, protège plus les intérêts de cette société que ceux de la population en danger de mort, l'eau étant irrémédiablement polluée. Une société qui ne possède aucun permis environnemental, comme les sociétés de Chinois partout ailleurs à travers la Grande île, depuis l'accession au pouvoir du candidat n°3 Hery Vaovao. Cette décision abusive, sans aucune forme de procès, découle de la publication des faits et gestes de cet état dans l'Etat utilisant des gros bras.

www.madagate.org

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**

8 août 2016 - Mis à jour le 10 août 2016

**Madagascar : une radio libre
trop critique court-circuitée
par les autorités municipales**

MADAGASCAR AFRIQUE DENONCIATION DES EXACTIONS

CONFLITS D'INTERETS LIBERTÉ D'EXPRESSION

Il faut se rappeler qu'en août 2016, l'électricité de la radio Jupiter avait déjà été coupée. Fait dénoncé par Reporter sans frontières (RSF). [Madagascar: une radio libre trop critique court-circuitée par les autorités municipales](#) :

Reporters sans frontières (RSF) s'insurge contre la censure arbitraire d'une radio indépendante par une compagnie d'électricité cautionnée par les autorités municipales d'Ilakaka.

L'organisation appelle le gouvernement malgache à mettre un terme à cette situation illégale, et

